

DEWEY ET LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE

EMMANUEL RENAULT

Alors que John Dewey a défendu un projet d'une démocratie industrielle dans de très nombreux textes, et alors que ce projet éclaire le sens de ses conceptions de la démocratie et du socialisme, jamais sa conception de la démocratie industrielle n'a fait l'objet d'une analyse systématique. Cet article se propose d'apporter une contribution dans ce sens. Il commence par éclairer de manière contextuelle les positions de Dewey en analysant son rapport au socialisme des guildes (*Guild socialism*) en général et à G. D. H. Cole en particulier. Il décrit le projet de la League for Industrial Democracy dont Dewey fut membre dès sa création, avant de finalement devenir son directeur. Le reste de l'article propose une vue d'ensemble de son modèle de démocratie industrielle, en s'intéressant successivement à sa conception de la démocratie économique et de la démocratisation des lieux de travail. Il se démarque ainsi des lectures de Dewey qui restent trop focalisées sur une conception délibérative de la démocratie, négligeant sa vision forte de la démocratie sociale fondée sur la participation à des conseils, à base territoriale ou professionnelle.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; JOHN DEWEY ; G. D. H. COLE ; LEAGUE FOR INDUSTRIAL DEMOCRACY ; DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE ; SOCIALISME.

* Emmanuel Renault est professeur au département de philosophie de l'Université Paris Nanterre et membre de l'Institut Universitaire de France [e.renault@parisnanterre.fr].

La défense de la démocratie industrielle est l'un des traits constants de la philosophie sociale et politique de Dewey. Dès l'article « The Ethics of Democracy » (1888), il affirme que « la démocratie doit devenir industrielle » (Dewey, 2018 : 60, EW.1.246)¹. Il faudra attendre la Première Guerre mondiale pour qu'il détaille ce qu'il entend par « démocratie industrielle » dans une série d'articles : « The Need for an Industrial Education in Industrial democracy » (1916), « War's Social Result » (1917), « What are we Fighting for » (1918), et « Internal Social Reorganization After the War » (1918). La continuité des idées deweyenne à ce sujet s'exprime dans le fait que ce dernier article, qui fournit la description la plus complète de son modèle de démocratie industrielle, a été reproduit dans *Character and Events* en 1928 sous le titre « Elements of Social Reorganization », avant d'être publié une troisième fois accompagné de développements substantiels en 1938 sous le titre « The Economic Basis of the New Society ». Qu'il ait défendu avec une telle constance l'idée de démocratie industrielle, et, depuis la Première Guerre mondiale au moins, en un sens qui relève d'une conception socialiste de la démocratie industrielle, voilà qui permet de remettre en cause la légende tenace suivant laquelle ce n'est qu'avec la crise de 1929 qu'il se serait rapproché des idées socialistes. L'étude de sa conception de la démocratie industrielle fournit en ce sens un moyen de trancher entre les interprétations qui l'identifient à un philosophe libéral hostile au socialisme, à un socialiste, ou à un auteur à la recherche d'une voie moyenne entre socialisme et libéralisme. En effet, dès que l'on ouvre sérieusement le dossier de ses écrits relatifs à la démocratie industrielle, il est difficile de contester que les exigences de démocratisation des lieux de travail, d'appropriation collective de certaines ressources productives et de planification le rangent dans le camp socialiste. L'étude des modalités de sa défense de la démocratie industrielle éclaire également le débat opposant ceux qui voient en Dewey un théoricien de la démocratie délibérative et ceux qui voient en lui un théoricien de la démocratie participative. Le fait que sa conception de la démocratie industrielle soit fortement influencée par G. D. H. Cole, et que ce dernier ait pu être considéré comme l'un des principaux

théoriciens de la démocratie participative (Pateman, 1970), conduit à pencher pour le second type d'interprétation.

Compte-tenu de l'importance des enjeux interprétatifs associés à la conception deweyenne de la démocratie industrielle, il est curieux qu'elle n'ait encore jamais fait d'étude systématique. On n'a certes pas manqué de souligner l'importance que Dewey conférait à ce thème (Bullert, 1983 : chap. 2 ; Ryan, 1995 : 309-314), et on a même soutenu qu'il devait jouer un rôle déterminant dans l'interprétation de ses positions philosophiques et politiques (Cukier, 2018 : 99-116 ; Le Goff, 2019 : 53-67), mais personne n'a, à notre connaissance, pris en compte les différents textes où Dewey défend la démocratie industrielle. Personne non plus ne semble avoir étudié de manière approfondie le sens et les modalités de son engagement dans la League for Industrial Democracy, dont il fut membre dès sa création (Westbrook, 1991 : 277-278), en 1921, avant de devenir son vice-président en 1930, et son président en 1939 – ce qui de nouveau illustre la constance de sa défense de la démocratie industrielle. On remarquera par ailleurs que son engagement dans la League for Industrial Democracy fut non seulement politique, mais aussi intellectuel et éditorial, puisqu'il fut l'auteur de l'un des pamphlets de la League, publié une première fois en 1934 sous le titre « Education and a New Social Order », et une seconde fois, à l'occasion de son quatre-vingt dixième anniversaire, toujours par la League for Industrial Democracy, sous le titre « Education and the Social Order » (LW.9.175-186). Mentionnons également que l'article « The Jobless, a Job for All of Us » (1931) parut dans le deuxième numéro du magazine *Unemployed* qui fut publié et distribué dans la rue par la League entre 1930 et 1932. Dewey est aussi l'auteur de cinq introductions, entre 1932 et 1936 (LW.17.44-49), à la série de pamphlets intitulés *Looking Forward*². Parmi ses activités dans la League, il faut enfin compter ses interventions dans des programmes radiophoniques³. Dans ce qui suit, on commencera par reconstruire le contexte de la réception des idées de Cole par Dewey, qui est également celui de sa participation à la League for Industrial

Democracy, avant de proposer une vue synthétique de son modèle de démocratie industrielle.

DU SOCIALISME DE GUILDE À LA LEAGUE FOR INDUSTRIAL DEMOCRACY

Aux États-Unis, l'idée de démocratie industrielle n'est pas aussi directement associée au socialisme qu'en France (où elle évoque Proudhon, en premier lieu), en Grande-Bretagne (où elle fut défendue par le mouvement fabien, et notamment par les époux Webb), et en Allemagne (où elle connut une version marxiste chez Karl Korsch) (Cukier, 2018 : 99-116). Milton Derner, dans *The American Idea of Industrial Democracy*, rapporte qu'Albert Gallatin, secrétaire d'État au trésor de Thomas Jefferson puis de James Madison, les troisième et quatrième présidents, affirma que « le principe démocratique sur lequel cette nation est fondée ne peut pas être limité au processus politique mais doit également être appliqué aux opérations industrielles » (Derner, 1970 : 6). Il ajoute également que le terme faisait l'objet d'usages fréquents et recouvrait des orientations politiques variées à la fin du XIX^e siècle. Les débats s'intensifièrent jusqu'à la crise de 1929, avant que d'autres urgences ne s'imposent, dont il est notable qu'elles n'aient pas conduit Dewey à abandonner la défense de la démocratie industrielle. M. Derner rapporte les propos d'un chef de magasin affirmant en 1925 que « 101 livres et une multitude d'articles ont été écrits lors des toutes dernières années » à propos de la démocratie industrielle (Derner, 1970 : 11).

Rapportée à leur contexte, les prises de position de Dewey en faveur de la démocratie industrielle, à partir de la fin des années 1910, doivent être rapprochées de ce que M. Derner présente comme « *the challenge of the left* » (Derner, 1970 : 141-172), à savoir la critique de la réduction de la problématique de la démocratie industrielle à celle de la négociation collective entre chefs d'entreprise et ouvriers. Alors qu'un consensus était en passe de se former, au moins dans le mouvement syndical, concernant l'idée que la démocratie industrielle

suppose une capacité de contrôle par le plus grand nombre de l'exercice du pouvoir économique, et que le renforcement du pouvoir des syndicats était nécessaire pour que les ouvriers participent à un tel contrôle, la deuxième moitié des années 1910 vit se diffuser les thèses socialistes suivant lesquelles la démocratie industrielle n'exigeait pas seulement des négociations collectives sur les salaires mais également une participation à l'exercice du pouvoir sur les lieux de travail et dans l'organisation générale de la vie économique, ce qui ne pouvait se produire sans une socialisation au moins partielle des moyens de production⁴. Il était possible de penser, comme Dewey à la fin de la Première Guerre mondiale, que cette conception de la démocratie industrielle était en train de s'imposer, parce que la nationalisation des chemins de fer, en 1917, donna lieu à une expérimentation de démocratie industrielle qui fut conçue comme destinée à s'étendre à toutes les branches de l'industrie. Porté par la Plumb Plan League, et soutenu par la publication d'un hebdomadaire, *Railroad Democracy*, ce projet reçut le soutien de leaders du socialisme de guildes comme S. G. Hobson et G. D. H. Cole. Le président Wilson lui-même, dans un message du 20 mai 1919, appelait de ses vœux « une véritable démocratisation de l'industrie, fondée sur la pleine reconnaissance du droit de ceux qui travaillent, quel que soient leur rang, à participer d'une manière organique à toutes les décisions qui affectent leur bien-être dans le rôle qu'ils jouent dans l'industrie » (Derner, 1970 : 148-151). C'est dans un tel contexte, celui des espoirs soulevés par la fin de la Première Guerre mondiale, qui avaient été théorisés par Cole en 1917 dans un autre cadre national⁵, que Dewey écrivait en 1918 dans « Internal Social Reorganization After the War », qu'il est absurde « de conduire une guerre pour la démocratie politique qui laisse intacte l'autocratie industrielle et économique » (MW.11.85). Après la guerre, ces espoirs furent vite déçus, tandis que l'idée de démocratie industrielle commençait à faire l'objet d'appropriations managériales (McCartin, 1993 : 67-86). C'est dans ce nouveau contexte, celui également de la défaite du mouvement ouvrier qui suivit la guerre, que fut créée en 1921 la League for Industrial Democracy sur les décombres de l'Intercollegiate Socialist Society.

Fondé en 1905, ayant eu Jack London pour président, l'Intercollegiate Socialist Society s'était donné pour objectif de diffuser les idées socialistes dans la frange éduquée de la population, chez les étudiants et les diplômés. Minée par les divisions qui traversèrent le mouvement socialiste pendant la guerre, ainsi que par les schismes qui firent suite à la création de la troisième internationale, elle décida de se transformer en une autre organisation, la League for Industrial Democracy. L'une et l'autre avaient pour fonction d'offrir des instruments didactiques (conférences, brochures, puis programmes radiophoniques) afin de développer une meilleure connaissance des idées socialistes dans la société américaine, tout en défendant ses versions démocratiques. Mais le passage de l'une à l'autre fut aussi marqué par une triple inflexion (Johnpoll & Yerburch, 1980 : 3-36). La première consistait à affirmer plus clairement une orientation anticapitaliste exprimée par la devise : « Éducation pour un nouvel ordre social basé sur la production en vue de l'usage et non du profit. » La deuxième inflexion consistait à assumer plus directement une dimension militante et pratique : d'où notamment l'importance de son soutien aux mouvements de grèves, son soutien aux candidatures socialistes, ainsi qu'à la création de la League for Independent Action dans laquelle Dewey joua un rôle décisif. La troisième inflexion consistait à s'ouvrir à un public plus large que les étudiants et les diplômés. Il est significatif que Dewey, qui était déjà membre de l'Intercollegiate Socialist Society avant la guerre (Bullert, 1983 : 22), fit partie de ceux qui accompagnèrent sa transformation en League for Industrial Democracy. Voici comment il la présenterait, ultérieurement, dans son adresse présidentielle de 1940 :

La démocratie est une chose mouvante, ses possibilités sont loin d'être toutes réalisées, et elle a grand besoin d'une extension au champ industriel (*its great need is expansion into the industrial field*). C'est la fonction spécifique de la Ligue pour la démocratie industrielle d'apporter cette leçon aux jeunes des collèges. Ce dont les jeunes hommes et femmes ont besoin est avant tout d'un sens des possibilités non réalisées qui puisse ouvrir de nouveaux

horizons, qui puisse leur inspirer un effort créatif. Attirer l'attention de la jeunesse des collèves sur cette phase de la vie démocratique, non encore réalisée, et leur donner ainsi le sens de quelque chose de juste et de grand pour lequel vivre (*giving them the sense of something fine and great for which to live*), telle est la tâche qui incombe à la L.I.D. (LW.14.263)

La question des sources du modèle deweyen de démocratie industrielle est controversée. Alexis Cukier (2018 : 102-109) a établi une continuité avec la manière dont les époux Webb et Dewey défendirent la démocratie industrielle, mais il semble que ce soit surtout le *Guild socialism*, qui s'est lui-même construit en opposition aux époux Webb et à la Fabian society, qui ait joué un rôle déterminant. Dewey s'est plongé pendant la guerre dans une lecture intensive des publications de Cole (Stears, 2006 : 146). Il est donc significatif que dans ses *Lectures in China* (1919-1920/1973), il souligne la supériorité du socialisme de guildes sur le socialisme syndical et sur le socialisme marxiste⁶, en reprenant la manière dont Cole présentait le *Guild socialism* comme un dépassement des insuffisances symétriques du socialisme syndical, refusant toute fonction à l'État, et du collectivisme qui constitue « un équivalent pratique de la souveraineté étatique » (Cole, 1917 : 85). C'est également en reprenant à son compte les arguments de Cole qu'il affirme que la supériorité du *Guild socialism* sur le marxisme tient à sa relativisation de l'importance du problème du contrôle de la production par l'État, tandis que sa supériorité sur le socialisme syndical tient à son pluralisme (les groupes professionnels n'étant pas les seuls à devoir participer à la démocratisation de l'économie). C'est sans doute en raison de la diversité des « conseils » désignés sous le terme de « soviets » que les *Lectures in China* présentent le rôle des soviets, dans la première phase de la révolution russe, comme une combinaison de socialisme syndical et de socialisme de guildes (Dewey, 1973 : 122-123).

Compte-tenu des débats internes qui opposaient les *Guild socialists* les uns aux autres, la question se pose de savoir de quelle orientation

Dewey était le plus proche. M. Stears, a montré que l'idée de *Guild socialism* recouvrait trois options divergentes, représentées respectivement par R. D. Maeztu, par J. N. Figgis, et par D. H. Cole (Stears, 2012). Si toutes trois convergent dans la critique de l'étatisme propre au socialisme fabien, elles s'opposent sur différents points. La première est fortement organiciste, alors que la seconde met l'accent sur la dimension communautaire de l'existence humaine, là où la troisième est tout à la fois plus individualiste et plus démocratique que les deux premières. Stears a soutenu que c'est de la version de Maeztu que Dewey doit être rapprochée (Stears, 2012 : 57)⁷. Cette thèse semble pour le moins contestable. D'une part, on retrouve chez Dewey la même insistance que chez Cole sur la nécessité d'une démocratisation de l'économie et des lieux de travail, de même que sur le lien entre liberté et individualité, et ils convergent également dans leur critique de l'organicisme. D'autre part, Maeztu n'est pas cité une seule fois, contrairement à Cole et à R. H. Tawney⁸ qui défendait le point de vue de Cole. Il est probable que Dewey se sentait proche de Cole et de Tawney en raison de l'orientation démocratique de leur socialisme. On trouve également quelques références à Figgis. Cependant, ou bien elles ne concernent pas le socialisme de guilde ou bien elles sont péjoratives⁹.

Compte-tenu du faible nombre de textes dans lesquels le *Guild socialism* et ses membres sont mentionnés, il est utile de se tourner vers les publications de la League for Industrial Democracy pour déterminer quelles idées étaient associées au *Guild socialism* dans les cercles de discussions auxquels Dewey participait. Deux des premiers pamphlets de la Ligue, rédigés par ses deux directeurs exécutifs, méritent alors une attention particulière. Ils proposent en effet une cartographie des différents modèles de démocratie industrielle disponibles et défendent la supériorité du *Guild socialism*, tout en soulignant ses limites. Dans *What is Industrial Democracy?*, N. Thomas consacre un chapitre aux théories de la démocratie industrielle (Thomas, 1925 : 39-42). Il y renvoie à *Roads to Freedom* de H. W. Laidler, qui y consacrait lui aussi un chapitre au *Guild socialism*

et à ses différentes versions (Laidler, 1924a : 29-32). La typologie de Thomas combine deux critères. Le premier distingue les théories qui veulent conférer le pouvoir aux producteurs (théories « syndicales ») de celles qui veulent l'attribuer aux consommateurs (théories « consuméristes »). Le second critère concerne le rapport à l'État : doit-il jouer un rôle déterminant dans la démocratisation industrielle ou non ? Les théories « socialistes » et « anarchistes » s'opposent sur ce point, l'option « communiste » étant intermédiaire pour autant que l'État joue un rôle déterminant seulement dans la phase de transition, cette dernière étant non démocratique. Ce qui fait la pertinence du socialisme de guildes tient à sa nature synthétique : d'une part, il souhaite que la démocratie se développe par le bas, à partir de conseils locaux, mais il accorde à l'État un rôle de coordination des conseils ; d'autre part, il articule des conseils de producteurs et des conseils de consommateurs. Chez Laidler également, ce qui semble le plus valorisé tient à cette dimension synthétique de la démocratisation de la vie économique : les *Guild socialists* prennent en compte non seulement le problème de la démocratisation sur les lieux de travail, mais aussi la nécessité d'une discussion démocratique des fins que doit poursuivre la production (suivant le mot d'ordre de la Ligue : « *production for use and not for profit* »), et ils définissent une voie moyenne entre étatisme et abolition de l'État. Ce qui, pour l'un et l'autre, fait la valeur du *Guild socialism* tient également à son pluralisme : il souligne la différence entre les besoins du producteur et du consommateur et la nécessité d'une participation distincte des producteurs et des consommateurs au processus de démocratisation économique. Mais on trouve également chez Thomas et Laidler différentes critiques. La première tient au fait que le rôle coordinateur de l'État n'est pas assez souligné. La seconde est que le modèle des guildes prend pour point de référence une organisation professionnelle révolue et qu'il pêche par utopisme au sens où il ne se fonde pas sur une analyse des dynamiques transformatrices qui sont propres aux temps présents.

Cette valorisation critique du socialisme de guildes éclaire le type d'appropriation de Cole qui a pu être celui de Dewey. Sur le versant

positif, il a probablement été séduit par le projet d'une démocratisation à partir de conseils locaux, constitués sur une base professionnelle ou territoriale, plutôt qu'à partir d'un État central. L'anti-étatisme de Cole a rencontré, sinon nourri, son propre rejet de l'étatisme. Dewey a probablement été convaincu en outre par la nécessité de penser la démocratie industrielle de manière pluraliste, en tenant compte de la diversité des intérêts devant être à l'œuvre dans le processus de démocratisation économique. Les indices textuels ne manquent pas sur ces deux points. Concernant le second, un passage de « The Economic Basis of the New Society » exprime bien la nécessité d'une démocratisation combinant les points de vue du consommateur et du producteur. La démocratie industrielle « ne doit pas seulement être conçue, comme on le dit parfois, dans l'intérêt de la consommation, aussi important soit-il, mais aussi de celui des opportunités positives et durables d'activités productives et créatives » (LW.13. 318). Concernant le premier point, un passage de « What are we Fighting for » est particulièrement significatif :

Si nous devons vivre dans un monde sûr *pour* la démocratie et un monde *dans* lequel la démocratie est sûrement établie (*if we are to have a world safe for democracy and a world in which democracy is safely anchored*), la solution sera celle d'un gouvernement fédéral mondial et d'une diversité d'auto-gouvernements, expérimentant et coopérant librement dans les groupes locaux, culturels et industriels (*a variety of freely experimenting and freely cooperating self-governing local, cultural and industrial groups*). (MW.11.105)

On retrouve ici les idées et la terminologie de Cole qui soulignait lui aussi que la démocratie devait se fonder sur des formes de participation directe, 1/ à l'exercice du pouvoir administratif à l'échelle locale des quartiers (Cole, 1920a : 126-127), unité de base de la démocratie politique, mais aussi 2/ à l'exercice du pouvoir économique à l'échelle locale de l'atelier, unité de base de la guilde¹⁰, ainsi qu'à 3/ l'exercice du pouvoir économique à l'échelle locale des coopératives

de consommation (veillant à la subordination de la valeur d'échange à la valeur d'usage) et de « conseils d'utilité collective » (*collective utilities councils*) (Cole, 1920a : chap. 5), de « conseils de santé » (*health councils*) et de « conseils culturels » (*cultural councils*) – ces derniers étant destinés à « exprimer le point de vue civique » concernant les finalités des services publics, de l'éducation et de toutes les activités productrices de biens culturels (musée, bibliothèque, etc.). Toutes ces coopératives et tous ces conseils étaient destinés à agir en coopération avec les guildes correspondantes à ces activités (Cole, 1920a : 110-111). On trouve également chez Cole des formulations évoquant un « gouvernement fédéral mondial »¹¹.

D'autres indices textuels donnent à penser que Dewey a partagé les perspectives critiques de Laidler et de Thomas sur le socialisme de guilde. Il semble évident que le présentisme deweyen était difficilement compatible avec la recherche de solutions aux problèmes sociaux et politiques actuels dans une institution aussi périmée que la guilde¹². Que ce soit à la sortie de la Première Guerre mondiale, ou dans le contexte de la grande Crise d'après 1929, c'est toujours à partir des tendances propres au monde présent que Dewey défend la démocratie industrielle. À l'issue de la Première Guerre mondiale, Dewey était persuadé que la transition d'une production pour le profit vers une production pour l'usage était en train de se produire, et il en tirait argument pour la défense de la démocratie industrielle. On lit ainsi dans « War's Social Result » :

L'économie dans le monde que nous avons connu consistait à vendre des biens et à les produire pour les vendre. Depuis trois ans, la production et la distribution des biens en Europe a été généralement dirigée par un principe opposé. Le changement a déjà commencé en Amérique aussi. Nous commençons à produire pour l'usage, pas pour la vente ; et le capitaliste n'est pas un capitaliste au sens où il était un capitaliste avant la guerre. Son droit de vendre dans un marché libre, conformément à la loi de l'offre et de la demande a été remis en question. Il doit produire

ce que le gouvernement veut qu'il produise ; il doit payer ce que le gouvernement décide ; et s'il lui reste encore un profit, le gouvernement peut se l'approprier pour financer l'effort de guerre. L'Allemagne ne se contentera de la chute du Kaiser. L'Angleterre, la France et l'Amérique ne s'arrêteront pas quand le monde sera assuré de la démocratie politique. Je ne m'attends pas à ce que le changement soit soudain, mais nous sommes sur la voie de la démocratie industrielle. (MW.11.21-22)

Dans les années 1930, ce sera l'un des principaux objectifs d'*Individualism Old and New* (voir pour la traduction française Dewey, 2018 : 269-358) que de montrer que la tendance durable à la constitution de grandes entreprises administrées selon des exigences rationnelles (chap. 3), et le développement d'un désir de régulation sociale de la production dans le contexte de la crise (chap. 6), créent les conditions favorables à l'émergence d'une démocratie industrielle digne de ce nom.

Il est par ailleurs possible que Dewey, tout en partageant la volonté de réduire l'État au rôle de facilitateur d'une démocratie industrielle dont il ne doit pas être le centre de gravité, et en rejetant tout étatisme, ait considéré que les socialistes de guilde, et notamment Cole, n'accordaient pas à l'État un rôle suffisant. Les indices textuels permettant d'étayer cette hypothèse manquent, mais nous verrons que Dewey conférait un rôle décisif à la planification, alors que Cole sous-estimait l'importance de cette dernière avant les années 1930 (Wright, 1979 : 199-202) ; or la planification confère une importance décisive à l'action d'une puissance publique, ou d'un État, dans la démocratisation de l'économie. Ce qui rend difficile de déterminer quelle était la position de Dewey à l'égard de Cole sur ces questions tient également au fait que Cole a conçu le socialisme comme un projet destiné à rétablir l'État dans sa fonction véritable¹³. Il a soutenu que « ce qui se produit sous le capitalisme est une *perversion* de la vraie fonction de l'État » (Cole, 1920b : 148) qui n'est pas de représenter les intérêts du capital,

mais d'exprimer la volonté générale. On imagine mal Dewey être en désaccord avec de telles affirmations.

DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Nous venons de décrire le contexte théorique et politique dans lequel Dewey a élaboré ses idées sur la démocratie industrielle. Considérons-les maintenant pour elles-mêmes. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une critique de la démocratie politique dont le principe général est le suivant : alors que la démocratie politique sous sa forme actuelle est compatible avec des formes d'autocratie dans l'organisation d'ensemble de l'économie et sur les lieux de travail, il s'agit d'étendre les exigences démocratiques à la vie économique et aux lieux de travail. Dans « Internal Social Reorganization After the War », la critique porte sur « l'autocratie industrielle et économique » (MW.11.85). Dans « Democracy Joins the Unemployed » (1932), l'accent porte sur l'antinomie de la démocratie et de « l'autocratie économique [...], commerciale et financière »¹⁴. Dans d'autres textes, c'est la contradiction de la démocratie et de l'« oligarchie économique » qui est soulignée. On lit par exemple dans « Education, the Foundation for Social Organization » (1937) :

Même en limitant notre conception de la démocratie à une forme de gouvernement, dans quelle mesure un gouvernement démocratique est-il possible avec une grande concentration de richesse d'un côté, et une grande concentration d'insécurité de l'autre ? Une oligarchie économique est-elle compatible avec un gouvernement politique démocratique ? (LW.11.236)

Comme chez Cole et dans les publications de la League for Industrial Democracy, la question de la démocratie industrielle est donc plus large que celle de la démocratisation du travail : elle relève tout à la fois d'un projet de démocratisation de l'économie et de démocratisation des lieux de travail. Examinons tout d'abord la conception deweyenne de la démocratie économique.

La nécessité d'une telle démocratisation est conçue par Dewey comme celle d'un changement radical de l'organisation économique actuelle. Conformément à la devise de la League for Industrial Democracy, il soutient que les processus économiques devraient être orientés vers la satisfaction des besoins et des désirs humains, ce qu'il appelle le « service » dans « Industry and Motives » (1922), alors que le système actuel, dirigé par la recherche du profit, empêche que les processus économiques remplissent ce qui devrait être leur fonction :

L'accusation légitime est que le flux du service est arrêté, qu'il subit des interférences et des déviations, en raison des facteurs du profit mercantile (*pecuniary profit*), à tel point qu'en résultent des désajustements humains sérieux et toujours plus intolérables. (MW.13.281)

Cette conception des pathologies sociales propres à ce que Dewey appelle parfois le « système pécuniaire » (*pecuniary system*) en suivant Veblen¹⁵, renvoie à une théorie des processus économiques comme facteurs sociaux dynamiques qui sont toujours soumis à des conditions structurelles (les lois et des coutumes) et à des conditions fonctionnelles : ils doivent remplir des fonctions humaines (MW.15.247-248). Le problème est que les structures sociales des processus économiques actuels ne leur permettent plus de remplir leurs fonctions humaines. L'idée de démocratie industrielle correspond précisément au projet d'une réflexion collective sur le cadre structurel qui oriente les processus économiques et sur les valeurs qui doivent déterminer les fins auxquelles les processus économiques doivent être subordonnés. C'est dans *Individualism Old and New* que cet objectif démocratique est le plus clairement énoncé, en même temps que le moyen qui permet de l'atteindre, un « contrôle coopératif » de l'industrie :

L'établissement d'un contrôle coopératif de l'industrie déboucherait inévitablement sur l'idée que l'usage final ou la consommation constituent le critère essentiel de la valorisation, de décision et d'orientation. Quand le point de vue de la consommation

dominera dans l'industrie, alors l'industrie sera socialisée. Je ne vois aucun autre moyen d'associer sa socialisation effective que de considérer l'industrie du point de vue de l'utilisateur et de la personne qui jouit des services et des marchandises. Alors les valeurs humaines contrôleront les valeurs économiques. En outre, tant que les moyens sont séparés des fins humaines (des conséquences sur la vie humaine), les « valeurs d'usage » demeurent tellement dominées par les valeurs d'échange ou de vente que l'on interprète les premières à partir des secondes. En d'autres termes, il n'existe aucun critère inhérent aux valeurs de la consommation. [...] Quand l'industrie sera orientée par des valeurs liées à l'usage, ces valeurs feront l'objet d'une attention et d'une analyse critique pour lesquelles aucune base n'existe à l'heure actuelle, à l'exception d'exhortations et d'appels à la moralité. (Dewey, 2018 : 338, LW.5.105-106)

Dans ce texte, les fins auxquelles les processus économiques doivent être subordonnés sont présentées comme relevant de la consommation et de la valeur d'usage. Mais l'économie ne doit pas seulement être démocratisée du point de vue du citoyen-consommateur (de l'usage des produits), mais aussi du point de vue du citoyen-producteur (de la production des produits). C'est une exigence générale de réorganisation économique, selon Dewey, que tous puissent bénéficier d'un emploi stable (pour sortir de l'insécurité économique) et bien rémunéré (MW.11.83). Tel est le premier des trois objectifs de la démocratie industrielle, entendue au sens de la démocratie économique, dans « Internal Social Reorganization After the War ». Le second relève du niveau de vie, tandis que le troisième des modalités de la planification des activités et de la fixation des régulations collectives à l'échelle de la branche :

Ces trois choses, par conséquent, me semblent constituer les éléments minimaux et essentiels d'un programme de réorganisation sociale intelligent :

Premièrement, assurer à tous un métier ou un emploi stable.

Deuxièmement, par l'administration par l'État et l'action municipale, l'augmentation et le maintien à un plus haut niveau du niveau de vie général ; et

Troisièmement, la promotion progressive et continue, même si elle est lente, de la démocratie industrielle, de l'auto-gouvernement dans les différentes branches (*trades*) principales de l'activité économique de la société. (MW.11.85)

Ce troisième objectif pose le problème de la planification qui est abordé chez Dewey ou bien dans une réflexion sur les rapports entre planification et sciences sociales, ou bien dans une réflexion sur les modalités de la démocratisation de la planification. Commentant en termes très positifs le programme travailliste anglais, Dewey souligne, dans « Pour une nouvelle science sociale » (1918), que la planification, nécessaire, exige le développement d'un nouveau type de science sociale (Dewey, 2018 : 89-90, MW.11.90-91), alors que, dans l'article « Science sociale et contrôle social » (1931), il présente la planification comme un dispositif institutionnel permettant aux sciences sociales de se doter de procédures de mise à l'épreuve expérimentales (Dewey, 2018 : 365-370, LW.6.64-68). Ce double lien entre planification et science sociale semble participer d'une conception technocratique, et donc peu démocratique, de la planification, de sorte que le moyen semble contradictoire avec la fin poursuivie. L'objectif de Dewey est pourtant bien de définir une forme de planification démocratique qu'il distingue de ses formes autoritaires développées en URSS et dans l'Allemagne nazie. On lit, à ce propos, dans « The Economic Basis of the New Society » :

Une immense différence distingue une société planifiée d'une société se planifiant sans cesse. La première repose sur les plans imposés d'en haut et exige donc l'usage de la force physique et psychologique pour assurer leur application conforme. La seconde relève d'une libération de l'intelligence par l'intermédiaire d'une forme aussi large que possible d'échange coopératif (*through the widest form of cooperative give-and-take*). La

tentative de planifier l'organisation et l'association sociales sans le plus grand jeu possible de l'intelligence contredit l'idée même de planification sociale. Car cette dernière est une méthode opératoire d'activité, non un ensemble prédéterminé de « vérités » définitives. (LW.13.321)

Dans un même esprit, *Liberalism and Social Action* souligne que bien loin de consister en une méthode incompatible avec le développement de la liberté et de l'intelligence sociale, la planification est la seule « méthode d'action sociale » permettant un tel développement :

La seule forme viable d'organisation sociale désormais envisageable est une organisation où les forces productives seront contrôlées collectivement et utilisées dans l'intérêt de la liberté effective et du développement culturel des individus qui composent la société [...]. Le libéralisme ne peut désormais parvenir à ses fins qu'à cette condition unique qu'il y emploie des moyens opposés à ceux qu'il préconisait sous sa première forme. La planification sociale organisée, mise en œuvre dans le but de créer un ordre où l'industrie et la finance seront orientées en faveur d'institutions propres à fournir le socle matériel qui permettra la libération culturelle et le développement des individus, est désormais la seule méthode d'action sociale grâce à laquelle le libéralisme pourra réaliser ses objectifs déclarés. (Dewey, 2014 : 127-128, LW.11.40)

C'est un même modèle de planification qu'esquisse l'article « Authority and Social Change » (1936) où il est souligné que la planification ne doit pas être identifiée à une action autoritaire de l'État puisqu'elle peut tout aussi bien être prise en charge par l'utilisation démocratique de « l'intelligence organisée » :

[L'argument antiautoritaire contre la planification] indique que bien que le mouvement en direction d'une économie collective et planifiée puisse soigner les maux dont nous souffrons

actuellement, il reconduira finalement dans les ornières de l'organisation du pouvoir autoritaire, à moins que des moyens jusqu'ici inemployés soient mis en œuvre à large échelle pour donner naissance à la coordination économique qui est désirée et désirable. [...] La ressource qui n'a pas été encore utilisée à large échelle dans le domaine des relations sociales est l'intelligence organisée. (LW.11.140-141)

L'enjeu du lien entre planification et « intelligence organisée » n'est pas seulement d'éviter de « tomber dans les ornières » du pouvoir autoritaire, il est aussi de souligner que la possibilité d'une planification démocratique ne doit pas être mesurée à l'aune des limites de l'intelligence individuelle, mais des potentialités d'appropriation par les individus de l'intelligence collective institutionnalisée. L'intelligence collective s'est développée à travers l'histoire et, incarnée dans les institutions et dans la culture, elle organise déjà la vie sociale mais de manière non contrôlée par l'action des individus socialisés. L'idée de planification participe en ce sens du projet d'une appropriation de l'intelligence collective et d'une transformation radicale de l'ordre social dans lequel elle ne fait l'objet que d'une appropriation privative et non coopérative. L'originalité du rapport établi entre socialisme et coopération chez Dewey tient notamment à ce projet d'une appropriation démocratique de l'intelligence collective (Fichbach, 2017 : 147-151). *Liberalism and Social Action* donne à ces thèmes des formulations frappantes :

Peu d'individus sont doués de l'intelligence requise pour l'invention de la machine à vapeur stationnaire, de la locomotive, de la dynamo ou du téléphone, mais il n'en est aucun d'assez borné pour ne pas pouvoir utiliser intelligemment ces fruits de l'intelligence une fois qu'ils font partie des moyens organisés de la vie en société. Les accusations dirigées contre l'intelligence des individus portent en réalité contre un ordre social qui ne permet pas à l'individu moyen d'avoir accès au riche gisement de trésor de savoirs, d'idées, et de desseins accumulés par l'humanité.

[...] Derrière l'appropriation par le petit nombre des ressources matérielles de la société, il y a l'appropriation par les mêmes et à leur profit des ressources culturelles et spirituelles qui sont, non pas le produit des individus qui se les sont accaparées, mais le produit d'un travail de coopération de l'humanité dans son ensemble. (Dewey, 2014 : 125-126, LW.11.38-39)

La démocratisation de l'économie qu'il appelle de ses vœux requiert, selon Dewey, un ensemble de conditions supplémentaires : des instruments de politique monétaire, un système d'imposition progressif différencié selon les secteurs, et la propriété collective d'une partie des moyens de production et d'échange. Dans l'article « Is there Hope for Politics » (1931) (de même que dans « America's Public Ownership Program » en 1934), il insiste sur la nécessité d'un contrôle des moyens de crédit, d'une forte taxation des bénéfices liés à l'utilisation des ressources naturelles et d'une propriété collective des moyens d'échange et des activités tendant à devenir monopolistiques :

Le commerce moderne repose sur l'argent et tout particulièrement sur le crédit. Ceux qui contrôlent l'accord et le refus du crédit gouvernent le pays, quels que soient ceux qui nominale-ment sont au gouvernement. Le gouvernement doit donc reprendre le contrôle du crédit. La propriété privée, dérégulée, des ressources naturelles terrestres, c'est-à-dire des mines, du pétrole, du bois, et du pouvoir hydraulique – qui est également, aujourd'hui, le pouvoir électrique – doivent faire l'objet d'une taxation drastique [...]. Les activités qui tendent à devenir des monopoles naturels, comme les chemins de fer, les services publics, les moyens de communication, doivent être soumis à une régulation gouvernementale si complète qu'ils ne puissent plus être distingués d'une propriété publique. (LW.6.186-187)

L'article « No Half-Way House for America » (1934) semble énoncer un programme de nationalisation plus radical encore :

Il est impossible d'atteindre un niveau de vie décent pour davantage que pour une fraction de la population américaine par une autre méthode que celle que défendent le Parti travailliste anglais et les partis sociaux-démocrates européens – la socialisation de toutes les ressources naturelles et de tous les monopoles naturels, de la rente foncière et des industries de base. La classification en Républicains et Démocrates ne signifie plus rien aujourd'hui : la seule distinction vitale concerne une telle socialisation de toutes les ressources et monopoles naturels, de la rente foncière, et des industries de base. (LW.9.289-290)

Il n'est pas certain que nous ayons ici affaire à des propositions programmatiques divergentes. En effet, Dewey semble se référer à un processus de socialisation progressive de la production, non pas seulement par la transformation de la propriété privée en propriété collective, mais aussi par des taux d'imposition progressifs ayant pour fonction de faire disparaître progressivement le profit et, par là même, l'intérêt de la propriété privée de certains moyens de production et d'échange. On lit dans la suite de cet article :

La classification en Démocrates et Républicains n'a pas de signification dans l'Amérique d'aujourd'hui – la seule question vitale est celle de la socialisation. La propriété publique se heurte à de plus grandes difficultés en Amérique qu'ailleurs en raison d'une longue habitude de financiarisation frénétique (*of our long era of frenzied finance*), de capitalisation des eaux, et d'inflation du prix des terres agricoles, et en raison du nombre de personnes détentrices de titres permettant de bénéficier d'une part des profits, mais tout cela peut être surmonté en très peu d'années par l'intermédiaire du système britannique d'impôts ; et la socialisation de la rente terrestre signifie l'élimination d'un grand nombre de profits fictifs. Seule l'élimination des profits par la socialisation préviendra un chaos éventuel. (LW.9.290)

L'originalité du modèle de démocratisation économique esquissé par ces différents textes tient à son caractère pluraliste et non dogmatique. Au lieu d'opposer propriété collective et privée des moyens de production, le socialisme deweyen ne propose qu'une socialisation partielle des moyens de production et d'échange, tout en se référant à deux formes distinctes de socialisation : la propriété collective et l'imposition. Par ailleurs, au lieu d'opposer planification et coopératives de consommation ou de production, le socialisme deweyen envisage une démocratisation des processus économiques s'effectuant tout à la fois à l'échelle d'une planification centrale et des conseils locaux. Nous avons souligné que la planification ne doit donc pas prendre la forme d'un contrôle autoritaire étatique ou technocratique mais celle d'un « contrôle coopératif » (Dewey, 2018 : 338, LW.5.105) de l'économie, pour utiliser les termes, déjà cités, utilisés dans *Individualism Old and New*, qui évoque la création d'un « conseil économique permanent [...] où les représentants des travailleurs se réuniront sur une base d'égalité [...] pour maintenir une réglementation planifiée en vue du bien-être national » (Dewey, 2018 : 329, LW.5.97). Mais nous avons aussi rappelé que Dewey, inspiré par Cole, pensait ce même contrôle coopératif, dans « What are We Fighting for ? », comme une « régulation » et « supervision » échelonnée qui se développerait à la fois dans un « gouvernement fédéral mondial », dans un gouvernement national (cessant de jouer un rôle central), et dans différents groupes formés sur une base locale¹⁶.

On retrouve un même modèle de socialisme, combinant propriété privée et propriété collective, planification démocratique et coopératives de consommation et de production, dans les publications de la League for Industrial Democracy. L'intérêt d'une articulation de la propriété individuelle et de la propriété collective est souligné dans *Public Ownership Here and Abroad* (Laidler, 1924b : 60-61 ; voir également Laidler & Thomas, 1932) de même que le rôle que doivent jouer les coopératives fait l'objet d'un développement chez Laidler dans le chapitre « Cooperation and Socialism » de *The Road Ahead : A Primer*

of *Capitalism and Socialism* (Laidler, 1932). On lira plus tard sous la plume de Norman Thomas :

Un socialisme démocratique bien avisé cherchera une propriété publique sous contrôle démocratique des positions dirigeantes de l'ordre économique moderne. Il n'est ni nécessaire ni désirable, aussi longtemps qu'il y a unité de but dans les directions principales de notre économie, d'instituer un type de propriété et de contrôle monolithique. [...] Un large espace demeure pour la propriété privée quand les propriétaires servent une fonction utile, et quand leur propriété ne les dote pas d'un contrôle illégitime sur la vie sociale. La propriété collective ne doit pas être d'un seul et même type. En règle générale, la propriété publique doit avoir l'État pour acteur, les entreprises publiques (*public corporations*) et différents types d'autorité pour administrateurs. Mais il reste une large place pour les coopératives, et tout particulièrement pour les coopératives de consommation, dans la bonne société. (Thomas, 1951 : 195)¹⁷

DÉMOCRATISER LES LIEUX DE TRAVAIL

L'autre volet du projet de démocratie industrielle concerne la démocratisation des lieux de travail. Voici comment Dewey décrit cet objectif dans « Internal Social Reorganization After the War » :

[Il faut] assurer une plus grande autonomie industrielle, c'est-à-dire une plus grande capacité des travailleurs des différentes branches (*trades*) ou métiers de contrôler l'industrie, au lieu de travailler dans des conditions de contrôle externes où ils n'ont aucun intérêt pour ce qu'ils font, aucune compréhension de ce qu'ils font, et aucune perception sociale des conséquences et de la signification de ce qu'ils font. (MW.11.84)

Cette citation fait apparaître les fonctions principales du projet deweyen de démocratisation du travail : lutter contre la perte

d'autonomie des travailleurs et leur permettre de se réapproprier leur propre activité dans ses dimensions technique et organisationnelle aussi bien que dans ses finalités sociales. Ce faisant, il s'agit non seulement de reconnaître aux travailleurs le statut de citoyen qui est censé leur être attribué dans toute démocratie politique. Il s'agit également de s'assurer que les effets formateurs du travail soient compatibles avec la constitution d'une démocratie qui ne serait plus seulement politique mais aussi sociale.

Le projet de démocratisation du travail est tout d'abord lié à l'exigence que les droits des citoyens ne soient pas respectés seulement hors des lieux de travail, mais aussi dans les lieux de travail. Si ce projet s'impose, c'est que ces derniers apparaissent comme des sphères sociales où l'arbitraire du pouvoir personnel, en l'occurrence celui des employeurs et de leurs représentants, est institutionnalisé. Or, l'idée de démocratie exige que l'exercice du pouvoir sur autrui fasse l'objet d'un contrôle public. Cette contradiction est décrite en ces termes par Dewey et James H. Tufts dans le chapitre 19 de l'*Éthique* de 1932, intitulé « Négociation collective et syndicats » : « Est-ce que les règles en vigueur dans un commerce (*shop-rules*), et d'autres régulations nécessaires doivent être déterminées seulement par l'employeur, ou doit-il y avoir citoyenneté aussi dans l'industrie, de même que dans le gouvernement ? » (LW.7.386). Dewey et Tufts expriment clairement leur rejet d'un cadre institutionnel qui non seulement dépoussède les travailleurs de leur droit démocratique de contrôler le pouvoir qui s'exerce sur eux, mais en outre les rabaisse au rang d'infra-citoyens, analogues à des esclaves condamnés à servir autrui :

Le travailleur est aussi un humain. Il souhaite avoir son mot à dire à propos des règles qui pèsent sur lui pendant la plus grande partie de la journée. De plus, il vit à une époque démocratique dans un pays plus ou moins démocratique. Si la citoyenneté est un bon principe dans la vie politique, est-il donc impossible de l'appliquer dans l'industrie ? Être licencié ou embauché selon le bon vouloir d'un supérieur hiérarchique (*at the will of a superior*

official) n'est pas rendu plus agréable par l'affirmation que les conditions de marché exigent une réduction de personnel. Être sujet aux caprices d'un contremaître ou à ceux d'une autorité impersonnelle ne réduit pas seulement la sécurité mais aussi le respect de soi. Le travailleur n'a probablement jamais lu la classification aristotélicienne de l'humanité en deux classes, l'une étant destinée à commander, et l'autre à seulement obéir à autrui, mais il ne s'en rebelle pas moins contre la conclusion d'Aristote suivant laquelle certains humains sont des « esclaves naturels ». (LW.7.391)

Le projet d'une démocratisation du travail est donc porteur de l'exigence que le pouvoir dans l'entreprise ne s'exerce plus arbitrairement, ou dans l'intérêt exclusif de ceux qui cherchent à maximiser le profit au détriment des travailleurs, mais selon une définition du bien commun. D'où la nécessité d'un contrôle public de l'usage du pouvoir sur le lieu de travail (c'est-à-dire d'un droit du travail) et de la constitution de syndicats permettant d'équilibrer l'asymétrie de pouvoir dont bénéficient les employeurs.

Mais Dewey exige plus qu'un tel contrôle indirect, par la législation publique et par l'action syndicale, de l'exercice du pouvoir sur les lieux de travail. Les exigences démocratiques ne sont pas seulement celles d'un contrôle mais aussi celles d'une participation à l'exercice du pouvoir. C'est dans la recension « Creative Industry », datant de 1918, que cette exigence démocratique est le plus clairement affirmée. Dewey y critique le fait que le taylorisme consiste en une rationalisation de la production qui dépossède le travailleur de tout contrôle sur son activité : le taylorisme « n'a jamais perçu l'importance de mobiliser la coopération des travailleurs dans le processus de découverte et de fixation des normes elles-mêmes » (MW.11.334). Plus qu'un simple contrôle démocratique externe de l'exercice du pouvoir sur les lieux de travail, plus qu'un simple management participatif associant les travailleurs à la définition des normes de production, c'est bien une participation à l'exercice du pouvoir qui est

constitutive de l'exigence de démocratisation des lieux de travail. Dewey appelle de ses vœux une « autogestion (*autonomous management*) de chaque ligne de production par ceux qui y sont directement impliqués » (MW.11.335). On retrouve cette exigence autogestionnaire dans d'autres textes, comme le « Syllabus : Social Institutions and the Study of Morals » (1924) où Dewey critique la « séparation entre le contrôle, le management (*management*), l'administration, d'une part, et la subordination, la simple réactivité (*responsiveness*) d'autre part » (MW.15.254)¹⁸.

Cette orientation autogestionnaire a des dimensions égalitaires, antihiérarchiques et antiautoritaires. Les dimensions égalitaires s'expriment nettement dans l'article « Freedom of Thought and Work » (1920). Dewey y affirme qu'il n'est pas acceptable que seuls les « cadres, les manageurs, les scientifiques, et les artistes » bénéficient d'une « véritable liberté d'esprit » en « exerçant leur esprit au sein de leurs activités professionnelles quotidiennes » (MW.12.9-10). Il en résulte que la défense des libertés d'expression et de pensée ne peut avoir de sens aujourd'hui que si elle est associée à « une lutte pour la liberté de l'esprit dans l'industrie, une liberté de participer à sa planification et à sa direction » (MW.12.11).

Les dimensions antihiérarchiques de la conception deweyenne de la démocratisation du travail s'affirment quant à elles tout particulièrement dans l'article « Individuality, Equality, Superiority » (1922) où l'idée d'une hiérarchie entre les positions sociales et les métiers est présentée comme une modalité d'autojustification des classes dominantes. Elle est dénoncée comme une forme d'aristocratie incompatible avec l'égalité démocratique. Dewey souligne à quel point la pensée hiérarchique structure l'organisation du travail et il critique le « nouveau féodalisme de la vie industrielle » qui établit une hiérarchie rigide « du grand financier au travailleur non qualifié en passant par le capitaine d'industrie ». Tout cela « revivifie et renforce la disposition féodale à ignorer les capacités individuelles » (MW.13.293).

Quant à la dimension antiautoritaire de la conception deweyenne de la démocratisation du travail, elle se manifeste notamment dans les textes exigeant de l'éducation professionnelle qu'elle ne prépare pas les travailleurs à la servilité, mais à l'autonomie intellectuelle sur les lieux de travail. Présent dans différents textes, dont « Individuality, Equality, Superiority », c'est dans « Learning to Earn : The Place of Vocational Education in a Comprehensive Scheme of Public Education » (1917) que ce thème trouve ses formulations les plus significatives. S'opposant à la vision dominante d'un enseignement professionnel destiné à produire des travailleurs obéissants et efficaces, récompensés de leur obéissance et de leur efficacité par un salaire, Dewey soutient que cet enseignement devrait avoir pour fonction de doter les travailleurs d'une « intelligence industrielle » (MW.10.147, 149). Critiquant la vision de l'éducation professionnelle qui limite l'enseignement à « des formes de compétence industrielle qui permettront aux futurs travailleurs d'entrer docilement dans les rangs de l'armée industrielle (*to fall docilely into the subordinate ranks of the industrial army*) » (MW.10.147), il défend le projet d'une éducation professionnelle qui « favorisera la liberté plutôt que la docilité, l'initiative plutôt que la compétence automatique, la perspicacité et la compréhension plutôt que la capacité à réciter des leçons ou à exécuter des tâches sous le commandement d'autrui » (MW.10.150).

Pour parvenir à une telle démocratisation du travail, sans laquelle « la démocratie sociale (*social democracy*) ne resterait qu'un nom » (MW.11.335), des transformations éducatives sont donc requises. Une véritable démocratisation du travail suppose le développement d'une éducation professionnelle qui ne vise pas seulement à adapter les travailleurs à leurs futurs métiers, mais aussi à les doter d'une confiance en leur capacité à analyser l'organisation technique et sociale de leur travail, à critiquer les prescriptions auxquelles leur activité est soumise, et donc à subvertir la division entre gouvernants et gouvernés sur les lieux de travail. Telle est la thèse principale de « The Need of an Industrial Education in an Industrial Democracy » :

Dans la mesure où le travailleur est une partie constitutive d'une société s'auto-gérant (*self-managing society*), il faut systématiquement veiller à ce qu'au lieu d'être préparé à une tâche pratique particulière et exclusive, son éducation le dote de la capacité à reconnaître et mettre en œuvre ses propres capacités, qu'elle le dote d'une capacité de se commander lui-même, intellectuellement de même que moralement (*is given self-command, intellectual as well as moral*). (MW.10.141)

Mais une telle éducation professionnelle ne pourra produire ses effets qu'à la condition que le travail soit transformé de corvée en activité intrinsèquement intéressante. À de nombreuses reprises Dewey exprime sa conviction que l'exigence de démocratisation du travail ne peut avoir de sens tant que le travail se réduit à une simple corvée et que le rapport au travail prend la forme instrumentale du rapport à un moyen d'obtenir une rémunération. Pourquoi s'engager dans des discussions sur l'usage du pouvoir et les valeurs qui doivent organiser la coopération productive si celle-ci se réduit à un gagne-pain ? D'où également une objection possible au projet de démocratisation du travail : dans les conditions d'un travail taylorisé où l'activité de travail semble avoir perdu une grande partie de son intérêt intrinsèque, à quoi bon chercher à démocratiser le travail ? Dewey semble avoir cherché à y répondre de différentes manières.

Certaines d'entre elles donnent de nouveau une importance à l'éducation professionnelle. Dewey semble considérer, déjà en 1900 dans *The School and Society* (MW.1.16), et plus encore dans *Democracy and Education* (Dewey, 2011 : 351, MW.9.268-269), qu'une éducation qui permettrait aux travailleurs de prendre conscience de la rationalité technique et des fins sociales de leur travail pourrait accroître l'intérêt intrinsèque de l'activité de travail. Il affirme d'une part que l'éducation professionnelle doit avoir pour objectif de permettre aux travailleurs de prendre conscience des fins sociales de la production¹⁹, de les doter d'un « authentique respect pour le travail utile, d'une capacité à rendre service, et d'un mépris pour les parasites sociaux,

qu'ils soient appelés clochards ou leaders de la "société" » (MW.10.149). D'autre part, elle doit leur enseigner le savoir technique qui permettra aux travailleurs de se réapproprier les enjeux intellectuels du travail et redonner du sens et de la valeur à leur activité. Tel est le sens de cette affirmation de *Democracy and Education* : « La compétence technique fait malheureusement souvent défaut, et il est certain qu'elle est souhaitable à tous les points de vue – non seulement pour produire plus et mieux à meilleur compte, mais aussi pour trouver plus de plaisir à travailler. » (Dewey, 2011 : 410, MW.9.327). Une éducation professionnelle poursuivant ces deux objectifs permettrait en outre aux travailleurs de participer à des discussions concernant les conséquences de la recherche de l'efficacité technique sur les conditions de travail et l'organisation du travail, mais aussi à propos des meilleurs moyens d'atteindre les fins sociales de l'activité productive. Elle doterait ainsi les travailleurs des compétences critiques qui leur permettraient de participer à l'exercice démocratique du pouvoir qui, à son tour, pourrait contribuer à conférer un intérêt supplémentaire à l'expérience de travail. En effet, Dewey est également convaincu qu'un processus de démocratisation du travail enrichirait l'expérience du travail. On trouve une idée semblable chez Thomas dans *What is Industrial Democracy?* : la démocratisation des lieux de travail pourrait donner un nouvel intérêt à l'activité de travail qui serait susceptible de compenser sa perte de valeur expressive en contexte d'automatisation et de taylorisation (Thomas, 1925 : 49).

Tel est en définitive le cœur de la dynamique de démocratisation du travail : la participation des travailleurs à l'organisation du travail, ainsi que la remise en cause de la division entre gouvernants et gouvernés sur le lieu de travail, enclenche des processus de croissance de la communication sociale et de partage de l'expérience dont l'idée de « démocratie créative » est synonyme chez Dewey. C'est en ce sens qu'il affirme dans l'*Éthique* de 1905 que « l'industrie doit elle-même devenir une force fondamentalement éducative et culturelle pour ceux qui sont engagés en elle » (MW.5.105). C'est en ce sens également que la recension « Creative Industry » soutient que « l'expérience du contrôle

administratif du processus de production et de vente [...] est le plus grand domaine pour l'aventure et l'impulsion créatrice » (MW.11.335). C'est encore en ce sens que l'article « The Economic Basis of the New Society » affirmera que le projet de démocratie industrielle n'est ni seulement celui d'une subordination de la production à la consommation, ni seulement celui de l'accès de tous à un « travail socialement productif », mais aussi celui d'une transformation sociale dans « l'intérêt d'une opportunité durable d'activité productive et créative et de tout ce que cela signifie pour le développement des potentialités de la nature humaine » (LW.13.318).

Si la démocratisation a donc des conditions qui dépendent de l'éducation professionnelle, les effets formateurs du travail sont tels que la démocratisation du travail est aussi l'une des conditions éducatives décisives de la transformation de la démocratie politique en démocratie sociale. Il y a donc un double rapport entre démocratisation du travail et éducation. Premier rapport : la démocratisation du travail suppose des conditions éducatives préalables. « The Need of an Industrial Education in an Industrial Democracy » souligne ainsi que toute démocratisation des lieux de production restera impossible tant qu'une éducation professionnelle, poursuivant des fins démocratiques par des moyens démocratiques, ne donnera pas aux travailleurs le savoir technique et les habitudes de réflexion critique nécessaires à la mise en discussion de l'organisation de leur travail. Mais le rapport inverse, concernant les effets éducatifs du travail démocratisé, est également important. Il joue à deux niveaux : celui du rapport au pouvoir, celui de l'articulation de l'intérêt particulier et de l'intérêt général. Et il joue à deux échelles : celui des effets éducatifs sur la démocratie comme « manière de vivre », et celui des effets éducatifs sur la démocratie politique.

D'une part, Dewey considère tout comme Cole que la servilité dans la vie professionnelle produit des habitudes d'obéissance inintelligente qui sont incompatibles avec la démocratie comme forme de vie autant qu'avec la démocratie au sens politique. S'opposant à la Fabian

Society qui faisait des salaires l'objectif principal de la lutte syndicale, Cole soulignait qu'à la question « quel est le principal des maux de notre société ? », elle répond « La PAUVRETÉ, alors qu'il faudrait répondre la SERVILITÉ (*slavery*) » (Cole, 1917: 110). L'un de ses principaux arguments en faveur de la démocratisation du travail, manifestement repris par Dewey, était que l'apprentissage de l'obéissance dans le contexte du travail salarié constituait également un facteur de servilité politique: « Pourquoi le plus grand nombre est officiellement tout puissant mais, dans les faits, impuissant ? Largement parce que les circonstances de leurs vies ne les habituent pas ou ne les rendent pas aptes au pouvoir et à la responsabilité. Un système servile dans l'industrie se traduit inévitablement en servilité politique. » (Cole, 1918: 31).

D'autre part, Dewey souligne, notamment dans « Democracy and Educational Administration », que l'absence de participation aux prises de décisions générales relatives à l'organisation de la vie commune, à l'échelle des institutions particulières et notamment sur les lieux de travail, tend à produire « la plus grande indifférence à l'égard des questions d'intérêt général par opposition aux questions relatives à l'intérêt personnel » (LW.11.223). Or, le propre des activités de travail, aussi bien à l'école (dans le processus pédagogique du *learning by doing*) que sur les lieux de travail, est qu'elles peuvent être accompagnées par une réflexion sur les fins sociales des activités professionnelles, de sorte que le travail peut devenir le lieu d'un développement de l'habitude de considérer les activités sociales dans lesquels un individu est engagé du double point de vue de l'intérêt particulier et de l'intérêt général. L'école peut offrir les conditions pour que l'activité professionnelle produise ces habitudes, si importantes pour la démocratie au sens de la « manière de vivre » comme au sens de la démocratie politique, mais elle ne peut se substituer à elle. Or, selon Dewey, le travail, tel qu'il est actuellement organisé, ne permet au travailleur ni d'y trouver un intérêt personnel autre que pécunier, ni de prendre conscience des finalités sociales de son activité, de sorte que ces effets éducatifs sont rendus impossibles. En revanche, une démocratisation

des lieux de travail qui reconnaîtrait aux travailleurs le droit de participer aux décisions concernant l'organisation de leur travail et aux décisions stratégiques relatives aux meilleurs moyens d'atteindre les fins sociales auxquelles la production devrait être subordonnée permettait de relier intérêt personnel pris à l'activité de travail et à sa rémunération, et sens du service qu'il peut rendre à l'ensemble de la société. Pour le dire comme Norman Thomas, elle rendrait les individus assez bons pour être de bons citoyens ; au contraire,

La démocratie politique elle-même restera dans un état précaire (*in a perious state*) tant que l'autocratie industrielle perdurera [...]. Un homme qui n'est pas assez bon pour avoir quelque chose à dire à propos de la conduite de l'industrie dont dépend sa subsistance n'est pas assez bon pour voter dans une république s'auto-gouvernant. (Thomas, 1925 : 5)

Nous avons dans cet article souligné la continuité des thèses et des analyses associées chez Dewey à l'idée de démocratie industrielle avec celles que l'on trouvait d'une part chez Cole et d'autre part dans la League for Industrial Democracy. Nous avons suggéré que sur cette question qui devrait être considérée comme décisive par tous ceux qui s'interrogent sur les modèles de socialisme et de démocratie qui sont propres à Dewey, on gagne à interpréter ses écrits dans la perspective de sa participation active et durable aux activités de la League for Industrial Democracy. Trop souvent, les écrits des grands auteurs sont interprétés comme l'expression d'un génie personnel irréductible aux idées de son temps. Trop rarement est pris au sérieux le fait que leurs écrits peuvent aussi chercher à défendre les idées associées aux engagements politiques qu'ils partagent avec certains de leurs contemporains. Est-ce pour cette raison que le commentaire n'a pas véritablement pris en considération le fait que le type de socialisme démocratique et de démocratie industrielle qu'a défendu Dewey était celui de la League for Industrial Democracy ? De même que la Ligue définissait le socialisme par la « coopération volontaire » (Laidler, 1932 : 54) et le « *cooperative comonwealth* » (Thomas, 1928 : 11 ; Laidler,

1932 : 48)²⁰, Dewey y voyait un « régime social basé sur la coopération volontaire » (LW.3.244) et sur un « contrôle coopératif » de l'économie (Dewey, 2018 : 338, LW.5.105). La Ligue défendait un modèle de socialisme combinant propriété collective et propriété privée des moyens de production et d'échange, et une démocratisation de l'économie passant par la planification et par des coopératives de consommation et de production. C'est un même modèle de socialisme qui ressort de la manière dont Dewey pose le problème de la socialisation de la production et la démocratisation de l'économie par la planification et par une coordination de conseils locaux de production et de consommation, comme nous l'avons déjà remarqué. La Ligue soutenait que pour défendre la démocratie industrielle, il fallait non seulement défendre la propriété collective et réfléchir aux formes que devait prendre une planification démocratique, mais aussi critiquer la thèse suivant laquelle l'activité économique était nécessairement dirigée par la recherche du profit personnel (Ward, 1924 ; on notera que Ward s'appuie sur *Human Nature and Conduct*, p. 32). On retrouve non seulement cette défense et cette réflexion chez Dewey, comme nous l'avons constaté, mais aussi cette critique à laquelle « Industry and Motives » se consacre. La Ligue fondait sa critique du capitalisme et son projet de démocratie industrielle sur une dénonciation de l'autocratisme industriel et du « gâchis » humain et en ressources impliqué par la production pour le profit (Chase, 1922). Tout cela joue également un rôle déterminant chez Dewey. On retrouve en effet chez lui la critique vébléenne du « sabotage » du progrès technique dont le capitalisme est responsable (MW.11.102 ; LW.9.104 ; Dewey, 2014 : 105, LW.11.28) ainsi qu'une dénonciation du gâchis humain impliqué par une éducation professionnelle inadaptée et par la subordination des efforts de travail à la recherche de profit (LW.15.263, 266). On comprend donc mieux les intentions, les justifications et les implications implicites de certains des textes de Dewey quand on les lit comme ceux d'un membre actif, sinon un intellectuel organique, de cette organisation politico-éducative socialiste et démocrate qu'était dans les années 1920-1930 la League for Industrial Democracy.

BIBLIOGRAPHIE

- BULLERT Gary (1983), *The Politics of John Dewey*, Amherst, Prometheus Books.
- CEFAÏ Daniel (2018), « Pragmatisme, pluralisme et politique : Éthique sociale, pouvoir-avec et self-government selon Mary P. Follett », *Pragmata*, 1, p. 180-243. En ligne : (<https://revuepragmata.wordpress.com/2018/09/26/daniel-cefai-pragmatisme-pluralisme-et-politique-ethique-sociale-pouvoir-avec-et-self-government-selon-mary-p-follett/>).
- CHASE Stuart (1922), *Challenge of the Waste*, New York, League for Industrial Democracy.
- COLE George Douglas Howard (1917), *Self-Government in Industry*, Londres, G. Bell and Sons.
- COLE George Douglas Howard (1918), *Labour in the Commonwealth*, Londres, Headley Bros.
- COLE George Douglas Howard (1920a), *Guild Socialism Restated*, Londres, Leonard Parsons.
- COLE George Douglas Howard (1920b), *Social Theory*, Londres, Methuen & Co.
- CUKIER Alexis (2018), *Le travail démocratique*, Paris, Presses universitaires de France.
- DERNER Milton (1970), *The American Idea of Industrial Democracy. 1865-1965*, Urbana, University of Illinois Press.
- DEWEY John (1919-1920/1973), *Lectures in China*, Hawaii, University Press of Hawaii.
- DEWEY John (1969-1991), *The Collected Works of John Dewey, 1882-1953*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- DEWEY John (2011), *Démocratie et éducation*, Paris, Armand Colin.
- DEWEY John (2014), *Après le Libéralisme. Ses impasses, son avenir*, Paris, Climats.
- DEWEY John (2016), *Lectures*. Electronic Edition, Charlottesville, InteLex Corporation.
- DEWEY John (2018), *Écrits politiques*, Paris, Gallimard.
- FIGGIS John Neville (1907), *Studies of Political Thought from Gerson to Grotius, 1414-1625*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FIGGIS John Neville (1914), *The Divine Right of Kings*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FISCHBACH Franck (2017), *Qu'est-ce qu'un gouvernement socialiste ?*, Montréal, Lux.
- HICKMAN Larry (2000), « The Edible Schoolyard : Agrarian Ideals and Our Industrial Milieu », in P. B. Thompson & T. C. Hilde (eds), *The Agrarian Roots of Pragmatism*, Nashville, Vanderbilt University Press, p. 195-207.
- JOHNPOLL Bernard & Mark YERBURGH (1980), *The League for Industrial Democracy : A Documentary History*, Westport, Greenwood Press, vol. 1.
- LAIDLER Harry Wellington (1924a), *Roads to Freedom*, New York, League for Industrial Democracy.

- LAIDLER Harry Wellington (1924b), *Public Ownership Here and Abroad*, New York, League for Industrial Democracy.
- LAIDLER Harry Wellington (1932), *The Road Ahead : A Primer of Capitalism and Socialism*, New York, Thomas Y. Crowell Co.
- LAIDLER Harry Wellington & Norman THOMAS (1932), *Socialist Planning and a Socialist Program : A Symposium*, New York, Falcon Press.
- LEAGUE FOR INDUSTRIAL DEMOCRACY (1934), *Thirtieth Anniversary Report. 1905-1935*, New York, League for Industrial Democracy.
- LE GOFF Alice (2019), *Pragmatisme et démocratie radicale*, Paris, Cnrs Éditions.
- MCCARTIN Joseph (1993), « “An American Feeling” : Workers, Managers, and the Struggle over Industrial Democracy in the World War I Era », in N. Lichtenstein & H. J. Harris (eds), *Industrial Democracy in America. The Ambiguous Promise*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 67-86.
- MONTGOMERY David (1993), « Industrial Democracy or Democracy in Industry ? The Theory and Practice of the Labor Movement (1870-1925) », in N. Lichtenstein & H. J. Harris (eds), *Industrial Democracy in America : The Ambiguous Promise*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 20-42.
- PATEMAN Carol (1970), *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RYAN Alan (1995), *J. Dewey and the High Tide of American Liberalism*, New York, Norton.
- SEIDLER Murray (1958), « The Social Theory of Norman Thomas », *The Southwestern Social Science Quarterly*, 38 (4), p. 356-370.
- STEARNS Marc (2006), *Progressives, Pluralists, and the Problems of the State : Ideologies of Reform in the United States and Britain, 1909-1926*, New York, Oxford University Press.
- STEARNS Marc (2012), « Guild Socialism », in M. Bevir (ed.), *Modern Pluralism. Anglo-American Debates Since 1880*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 40-59.
- TAWNEY Richard Henry (1920a), *The Sickness of an Acquisitive Society*, Londres, George Allen and Unwin.
- TAWNEY Richard Henry (1920b), *The Acquisitive Society*, New York, Harcourt, Brace and Howe.
- TAWNEY Richard Henry (1926), *Religion and the Rise of Capitalism*, New York, Harcourt, Brace and Co.
- TAWNEY Richard Henry (1931), *Equality*, New York, Harcourt, Brace and Co.
- THOMAS Norman (1925), *What is Industrial Democracy ?*, New York, League for Industrial Democracy.
- THOMAS Norman (1928), *Why I am Socialist*, New York, League for Industrial Democracy.
- THOMAS Norman (1951), *A Socialist Faith*, New York, Norton.

- TILMAN Rick (1984), « Dewey's Liberalism versus Veblen's Radicalism : A Reappraisal of the Unity of Progressive Social Thought », *Journal of Economic Issues*, 18 (3), p. 745-769.
- TILMAN Rick (1998), « John Dewey as User and Critic of Thorstein Veblen Ideas », *Journal of the History of Economic Thought*, 20 (2), p. 145-160.
- WARD Harry Frederick (1924), *The Profit Motive*, New York, League for Industrial Democracy.
- WESTBROOK Robert Brett (1991), *John Dewey*, Ithaca, Cornell University Press.
- WRIGHT Antony (1979), *G. D. H. Cole and Socialist Democracy*, Oxford, Clarendon Press.
- WRIGHT Antony (1987), *R. H. Tawney*, Manchester, Manchester University Press.

NOTES

1 Les textes de Dewey sont cités dans leur traduction française, lorsqu'elle existe, et dans l'édition des *The Collected Works of John Dewey, 1882-1953*. Celle-ci, publié à Carbondale, University of Illinois Press, est subdivisée en trois séries de volumes : *The Early Works* (cités dorénavant EW suivi d'un numéro de volume), *The Middle Works* (cités MW suivi d'un numéro de volume) et *The Later Works* (cités LW suivi d'un numéro de volume).

2 Les éditeurs du volume 17 des *Later Works* indiquent que, dès 1932, la Ligue institua un cycle de conférences pédagogiques qui furent données dans plus d'une vingtaine de villes du pays sur des problèmes de démocratie industrielle et de réorganisation internationale. Ils ajoutent que « dans une interview de 1966, Harry W. Laidler, souligna que Dewey "était particulièrement intéressé par cette série de conférence [...] et y contribua grandement". La ligue vendait des tickets pour le cycle de conférences, et, pour stimuler la discussion lors de ces conférences, elle distribuait les pamphlets *Looking Forward* à tous les détenteurs de tickets. Dewey rédigea des introductions à sept de ces pamphlets » (LW.17.582).

3 Rien que pour l'année 1934, le rapport rédigé par la League for Industrial Democracy à l'occasion du trentième anniversaire de la fondation de l'Intercollegiate Socialist Society mentionne la prise en charge

par Dewey et C. Wilcox de l'émission radiophonique « The New Deal and Taxation », dans le cadre de la série « Economics of the New Deal » (League for Industrial Democracy, 1934 : 11), et une discussion avec J. Lee et B. Charney Vladeck dans le cadre des « Lucheon Broadcasts » sur le thème « Liberty and the Totalitarian State » (League for Industrial Democracy, 1934 : 12).

4 Sur la diversité des projets politiques pouvant être associés au sein du mouvement ouvrier américain à l'idée de démocratie industrielle, voir Montgomery (1993 : 20-42).

5 Le premier chapitre de son ouvrage de 1917, *Self-Government in Industry*, est intitulé : « The Control of Industry During and After the War ». Cet ouvrage constitue probablement la source d'information principale de Dewey à propos du *Guild socialism* dans ses textes de 1917-1918, mais nous nous référerons également dans ce qui suit à d'autres publications de Cole pour préciser la nature des positions qu'il défendait.

6 « Le socialisme de guilde, un phénomène plus récent [que le socialisme syndical et le socialisme marxiste], est basé sur les intérêts communs d'un ensemble de personnes engagées dans la même profession (*trade*). Ces personnes forment une association volontaire qui gouverne leurs propres activités

économiques. Chacun constitue en fait une petite société. Un ensemble de ces groupes, chacun avec des intérêts propres, peut constituer une société associée [...]. Aujourd'hui, des socialistes contemporains revendiquent un retour au système des guildes, en faisant valoir qu'en prenant chaque profession comme une unité, il devrait être possible de former des groupes administrant les entreprises communes dans un esprit démocratique. Il est possible, en ayant cette idée à l'esprit, de se référer au système des guildes comme à une sorte de démocratie industrielle. » (Dewey, 1973 : 123).

7 C'est également à Marc Stears que l'on doit la seule étude quelque peu approfondie du rapport de Dewey (et Follett) aux *Guild socialists* (Stears, 2006 : 141-153), qui souligne notamment l'insatisfaction de Dewey à l'égard de l'individualisme de Cole. Cependant, la discussion est quelque peu biaisée par le fait que la question directrice est seulement celle de la réception américaine du socialisme pluraliste britannique, et non pas aussi celle du modèle de démocratie industrielle qui y était associé.

8 Cole est cité une fois dans l'*Éthique* de 1932 (LW.7.401), mais il est l'objet d'éloges dans la correspondance (Westbrook, 1991 : 457). De R. H. Tawney, *The Sickness of an Acquisitive Society* (1920a) est cité dans le *Syllabus de philosophie sociale* de 1924 (MW.15.258), *The Acquisitive Society* (Tawney, 1920b) est cité dans l'article « Human

Nature » (1932 ; LW.6.39) et dans l'*Éthique* de 1932 (LW.7.384, 411), qui cite également *Religion and the Rise of Capitalism* (Tawney, 1926) (LW.7.157) et *Equality* (Tawney, 1931) (LW.7.437). Il est possible que Dewey se soit senti proche de différents thèmes fondamentaux de la théorie politique de Tawney, par exemple la centralité du rapport des moyens et des fins, ou encore l'idée de « la nécessité de concevoir la construction du socialisme moins en termes de machinerie de changement social et plus en termes de construction d'un schème d'éthique sociale capable de fournir une unité et une cohésion à partir d'un accord sur les fins » (Wright, 1987 : 84).

9 Lorsque Figgis est cité dans l'article « The Motivation of Hobbes's Political Philosophy » (MW.11.18, 21, 27) et dans le *Syllabus de philosophie sociale* de 1924 (MW.15.272), c'est pour ses travaux d'histoire des idées politiques : *The Divine Right of Kings* (Figgis, 1914) et *Studies of Political Thought from Gerson to Grotius* (Figgis, 1907). Dewey ne se réfère à lui qu'une fois en tant que pluraliste (LW.2.40-41), dans l'article « Corporate Personality » (1926), et cela de manière indirecte et péjorative (pour une traduction en français de ces textes, voir Dewey, 2018 : 92-120, 87-211).

10 « Le gouvernement interne des syndicats doit être démocratisé par la reconnaissance que l'atelier (*workshop*) ou son équivalent, est la base essentielle de l'organisation, sur laquelle des unités administratives

plus large doivent être édifiées.»
(Cole, 1920a : 194).

11 « Les associations fonctionnelles internationales entreprendront à l'échelle la plus étendue le travail engagé à l'échelle plus réduite par l'organisation fonctionnelle nationale et l'entité coordinatrice centrale reproduira internationalement la structure fédérale des entités coordinatrices nationales. » (Cole, 1920b : 143). Ce n'est cependant qu'à partir des années 1930 que la pensée de Cole prendra vraiment un tour internationaliste (Wright, 1979 : chap. 7).

12 Mary Follett, qui s'inspirait elle aussi sur certains points du socialisme de guild, lui reprochait le caractère anachronique du modèle de la guild (Cefaï, 2018 : 218, 221).

13 Sur les idées de Cole concernant l'État au cours de la période de développement du socialisme de guild, voir A. W. Wright (1979 : chap. 3).

14 « La leçon que nous devons enseigner à nos compatriotes est que la démocratie politique est condamnée à l'échec si elle permet à l'autocratie économique (*economic autocracy*) de se développer. Nous avons permis à l'autocratie commerciale et financière (*business and financial autocracy*) d'atteindre un tel point que sa contrepartie politique logique est Mussolini à moins qu'une révolution violente mette en avant un Lénine. La tâche

d'un nouveau parti en formation doit être d'éduquer les gens jusqu'à ce que le plus sourd et le plus partisan en viennent à comprendre la connexion entre la vie économique et la politique. Sa tâche est de rendre claire comme le jour la connexion entre la démocratie politique et la démocratie industrielle. » (LW.6.244-245).

15 Les emprunts de Dewey à Veblen concernent également les concepts d'« âge des machines », de « classe de loisir », et d'« instinct artisan (*instinct of workmanship*) », ainsi que la critique des « intérêts établis (*vested interests*) » et du « sabotage » capitaliste du progrès technique, ou la problématique du « retard culturel ». Pour l'analyse de ce qui rapproche et distingue ces deux auteurs, voir Rick Tilman (1984, 1998) et Alice Le Goff (2019 : 121-135).

16 C'est ce même modèle, sans dimension internationale il est vrai, qui est valorisé dans l'article « Psychology and Work » (1930), dans une référence à la planification soviétique (LW.5.237). On notera que dans ses « Impressions from Soviet Russia » (1928), Dewey décrit sa surprise de découvrir que le but supérieur de la révolution russe n'est pas seulement d'assurer une égalité économique mais de réaliser l'idéal qu'il associait au projet d'une démocratie industrielle. Le passage suivant notamment mérite d'être cité : « il s'agit d'une expérimentation destinée à découvrir si les idéaux démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité qui nous sont familiers –

familiers en tant que mots, du moins – ne seraient pas complètement réalisés dans un régime social basé sur la coopération volontaire, sur le contrôle et l’administration de l’industrie par les ouvriers, et accompagné de l’abolition de la propriété privée comme institution fixe.» (LW.3.244).

17 Ce texte exprime des positions qu’il défendait déjà dans les années 1920-1930. Pour une présentation générale des positions de Norman Thomas qui donne une bonne idée du mélange de socialisme libéral, humaniste et démocratique, sceptique face à la théorie de l’histoire de Marx, qui prévalait dans la League, voir Murray Seidler (1958).

18 Ces thèmes sont développés dans le cours de Philosophie politique de 1926-1927 (Dewey, 2016 : 2694-2695).

19 C’était déjà l’une des fonctions du potager éducatif de l’école laboratoire de Chicago (Hickman, 2000).

20 « [La Ligue pour la démocratie industrielle] a compris qu’il ne peut y avoir de révolution sociale véritable et valable dont une communauté coopérative (*cooperative commonwealth*) pourrait sortir sans que les forces économiques fondamentales soient comprises et interprétées dans le domaine des idées. » (League for Industrial Democracy, 1934 : 3). Ces lignes de la préface du rapport rédigé pour le trentième anniversaire de l’Intercollegiate Socialist Society sont écrites par Norman Thomas.